

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4446 - Dimanche 8 avril 2018 - Prix : 10 DA

Le ministre de l'Habitat l'a annoncé

Distribution de 27 000 logements durant les trois mois à venir

Page 24

Une nouvelle rencontre entre le ministre de la Santé et le Camra

Hasbellaoui fera-t-il de nouvelles concessions ?

Page 2

Ou le pouvoir ou le déshonneur

Par Mohamed Habili

Plutôt que se rendre de lui-même à la prison pour entamer sa peine d'emprisonnement de 12 ans, prétendument pour affaire de corruption, l'ancien président brésilien, Lula da Silva, par ailleurs en tête des sondages pour la future présidentielle, a préféré se retrancher derrière la foule de ses supporters, dans le même siège syndical de Sao Bernardo do Campo d'où est partie, il y a longtemps, sa prodigieuse carrière politique. Il faut savoir qu'aujourd'hui, au Brésil, il n'y a de demi-mesures pour personne. Si on perd le pouvoir, ce n'est pas pour retourner à l'opposition, mais pour aller en prison. En fait, c'est plus radical encore, puisque le parti de Lula n'a pas perdu le pouvoir en perdant des élections, mais par suite d'un procès en destitution fait à la présidente issue de ses rangs, Dilma Rousseff, par une conjuration de corruptus avérés. Dans ce pays, donc, la détention du pouvoir ne garantit contre rien. Bien au contraire, elle tendrait à aggraver votre cas si vous aviez le malheur de donner prise à quelque accusation de corruption. Personne ne sait de quoi Lula est coupable, et si même il l'est de quoi que ce soit. Ce que l'on sait par contre, c'est que le juge qui l'a condamné lui a réservé un traitement spécial en haine de lui. Ou de ce qu'il représente, mais au fond cela revient au même. Si demain il en réchappe, nul doute que ce dernier aura à s'en repentir.

Suite en page 3

Neuf Palestiniens dont un journaliste tués par l'armée israélienne

Nouvelle journée de sang à Ghaza



De nouveaux affrontements ont éclaté vendredi entre manifestants palestiniens et soldats israéliens près de la frontière entre la bande de Ghaza et Israël, une semaine après des violences sans précédent depuis 2014 qui ont coûté la vie à 20 Palestiniens. Lire page 2

Contrôle technique des véhicules

Un calvaire pour les automobilistes

Page 3

Pour son film «Une journée au soleil»

Grand prix pour Arezki Metref au Festival du film amazigh d'Agadir

Page 13

Neuf Palestiniens dont un journaliste tués par l'armée israélienne

Nouvelle journée de sang à Ghaza

■ De nouveaux affrontements ont éclaté vendredi entre manifestants palestiniens et soldats israéliens près de la frontière entre la bande de Ghaza et Israël, une semaine après des violences sans précédent depuis 2014 qui ont coûté la vie à 20 Palestiniens.

Par Meriem Benchaouia

Les soldats de l'armée d'occupation israélienne ont ouvert le feu à balles réelles, et où des milliers de Palestiniens ont à nouveau afflué, comme la semaine dernière, pour cette deuxième grande journée de mobilisation. Le bilan des victimes de la violence meurtrière de l'armée israélienne s'est alourdi au fil des heures de la journée de vendredi. Pas moins de neuf palestiniens ont été tués dont un journaliste qui a succombé à ses blessures dans la nuit de vendredi à samedi, selon un nouveau bilan fourni hier par le ministère palestinien de la Santé. Il s'agit du journaliste Yasser Mourtaja. Une vidéo prise au moment où il était transporté vers un centre de soins le montre portant une veste sur laquelle était mentionné «presse». Au total, neuf Palestiniens sont morts sous les balles de l'armée israélienne à la frontière vendredi, selon le ministère qui a aussi annoncé la mort, des suites de ses blessures par balle, d'un homme de 20 ans, Hamza Abdel Aal. Près de 500 Palestiniens ont également été blessés par balle, a ajouté le ministère. Malgré les critiques de l'ONU et de l'Union européenne, qui ont réclamé une «enquête indépendante» sur l'usage par Israël de balles réelles, les responsables israé-



liens ont refusé de modifier les consignes de tir. Le 30 mars, au début d'une série de manifestations palestiniennes pour réclamer le retour des réfugiés et la fin du blocus de Ghaza par Israël, les violences ont coûté la vie à 19 Palestiniens et blessé q u e l q u e 1 400. Depuis vendredi dernier à l'occasion de la commémoration de la Journée de la terre, des milliers de Palestiniens, dont des

femmes et des enfants, manifestent pacifiquement dans les zones tampon imposées par les forces d'occupation israéliennes sur les frontières de la bande de Ghaza. Depuis 11 ans, deux millions d'habitants palestiniens de Ghaza, dont les deux-tiers sont des réfugiés, vivent sous un blocus inhumain imposé par l'armée israélienne. Pour rappel, la journée de la terre (retour) est célébrée le 30 mars de chaque

année par les Palestiniens. Le droit au retour des réfugiés palestiniens est inscrit dans la résolution 194 de l'ONU.

Washington s'oppose à une saisie de l'ONU demandée par le Koweït

Le Koweït, membre non permanent du Conseil de sécurité, a demandé à cette instance

d'adopter une déclaration appelant à une enquête indépendante sur la répression israélienne de la «marche du retour» palestinienne, mais les Etats-Unis ont bloqué cette démarche comme ils l'avaient déjà fait il y a une semaine, selon des diplomates.

«C'est un sujet dont doit s'occuper le Conseil de sécurité», avait déclaré dans l'après-midi à la presse l'ambassadeur du Koweït à l'ONU, Mansour al-Otaibi.

Il avait précisé avoir demandé au Conseil l'adoption d'une déclaration identique à celle déjà présentée la semaine dernière et qui avait été alors bloquée par les Etats-Unis.

Vendredi, Washington s'est à nouveau opposé à une saisie du Conseil de sécurité et a interrompu une procédure de silence qui devait conduire à l'adoption du texte, selon un diplomate d'un pays membre du Conseil de sécurité ayant réclamé l'anonymat, cité par l'agence AFP. Si la plus haute instance de l'ONU ne fait rien, «cela encourage Israël» dans ses opérations contre les Palestiniens et ces derniers se réservent la possibilité de saisir l'assemblée générale de l'ONU (193 pays) pour obtenir un «mandat» visant à ouvrir une enquête internationale, avait indiqué dans la journée l'ambassadeur palestinien à l'ONU, Riyad Mansour

M. B./agences

Une nouvelle rencontre entre le ministre de la Santé et le Camra

Hasbellaoui fera-t-il de nouvelles concessions ?

Les négociations entre le ministère de la Santé et le Collectif autonome des médecins résidents (Camra) reprendront la semaine prochaine. Hasbellaoui va-t-il encore lâcher du lest ? En effet, le ministre, Mokhtar Hasbellaoui, a annoncé, jeudi à Alger, avoir instruit son cabinet pour la tenue d'une nouvelle réunion avec le Camra. «J'ai instruit mon cabinet pour programmer une nouvelle réunion avec les représentants du Camra en vue d'apporter les éclaircissements nécessaires pour que nos jeunes médecins résidents reprennent le travail», a déclaré M. Hasbellaoui en marge du 24^e congrès national de la Société algérienne de la médecine interne. Il a rappelé qu'à la suite de la dernière réunion, les assemblées générales des médecins résidents ont abouti à d'«autres conclusions», estimant que «certains points soulevés restaient ambigus». Le ministre a ajouté, dans le même cadre, que son département veillait sur «la nécessité d'assurer la continuité des soins des malades». Il est à rappeler que M. Hasbellaoui avait donné, dimanche, son accord pour la «réouverture» du

dossier du statut du résident, en vue d'«apporter toutes les corrections nécessaires aux insuffisances et incohérences contenues dans le statut actuel». Le principe de réaménagement de la durée du service civil a été aussi retenu, selon le compte rendu sanctionnant sa réunion avec les représentants du Camra. Par ailleurs, l'on apprend que les médecins résidents dentaires exerçant dans la wilaya d'Alger ont décidé d'arrêter la grève qu'ils ont observée depuis plusieurs semaines à la suite des assemblées générales tenues jeudi. La décision de suspendre la grève a été prise à la faveur des garanties données respectivement par le ministère de la Santé et celui de l'Enseignement supérieur, a déclaré Khadidja Messaadi, membre du collectif des médecins résidents. Elle a, toutefois, souligné que les médecins résidents dentaires de la wilaya d'Oran ont décidé, quant à eux, de poursuivre la grève pour exiger des éclaircissements sur certains points qui restent en suspens, alors qu'au niveau des wilayas de Constantine et Annaba, des assemblées générales seront

organisées au cours de la semaine prochaine pour décider de la reprise ou non de la grève, a-t-elle précisé.

Vers la réorganisation de la permanence

Réorganisation de la permanence pour les médecins spécialistes en radiologie, utilisation plus rationnelle des équipements, mise en place d'un système de diagnostic à distance, sont de nouvelles mesures que le département de la santé compte introduire dans le but d'assurer au patient un service permanent. «Pour résoudre les problèmes posés, nous nous attelons à la mise en place d'un programme permettant une utilisation plus rationnelle des équipements et la garantie d'un service permanent au patient, à travers une réorganisation de la permanence pour les médecins spécialistes en radiologie grâce à la mutualisation des sites de permanence et l'implication des médecins privés, outre la mise en place d'un système de diagnostic à distance, ce qui garantira un service permanent en cas d'absence de médecins spécia-

listes en radiologie», a indiqué Hasbellaoui, lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN). Le ministre a affirmé que les études réalisées dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie visant à développer le secteur de la santé en Algérie «montrent que la réalisation de nouvelles structures n'est pas une priorité pour l'heure, mais qu'il faudrait plutôt focaliser sur la réorganisation des services sanitaires, y compris le processus du patient, ainsi que sur la formation d'un plus grand nombre de médecins en radiologie, en gynécologie obstétrique et en anesthésiologie et réanimation».

Le lourd poids des maladies non transmissibles

Le ministre de la Santé a relevé également le poids de plus en plus lourd des maladies non transmissibles (MNT) sur le système de santé national, en particulier les cancers, le diabète, les maladies cardiovasculaires et les maladies respiratoires chroniques, les considérant comme un problème de «santé publique et d'ordre socio-économique».

Pour cela, le ministre a assuré que l'Algérie a pris de «nombreuses mesures» pour les prendre en charge, citant la mise en place d'un Plan national stratégique intersectoriel de lutte intégrée contre les facteurs de risque de ces maladies (2015-2019).

A ce propos, le ministre a reconnu la «limitation» des ressources en matière d'encadrement médical spécialisé, plaidant pour la mise en place de «réseaux» de prise en charge adossés à des services de référence pour le diagnostic et la prise en charge des différentes pathologies.

Une idée, a-t-il explicité, qui est «fort séduisante dans l'optique de la future loi sanitaire prévoyant la mise en place de circonscriptions sanitaires intégrant les ressources du public et du privé».

Le nouveau texte juridique envisage, en outre, «la possibilité de signer des concessions de service public avec les structures du secteur libéral», pour pallier le déficit en ressources humaines «qualifiées» dans le public, a-t-il ajouté.

Louiza Ait Ramdane

Sortie politique du secrétaire général du FLN

Ould Abbès appelle Bouteflika à un 5^{ème} mandat

■ L'annonce faite hier par Djamel Ould Abbas demandant au Président de la République de se présenter aux présidentielles de 2019 à fulguré la scène politique nationale qui ce week-end semble avoir repris du poil de la bête après une hibernation de plusieurs mois.

Par Lynda Naili

A ce titre, hier lors d'une réunion des cadres du parti au siège national, à Hydra, Djamel Ould Abbas, secrétaire général du vieux parti, qui jusqu'à aujourd'hui a interdit « formellement » aussi bien à ses cadres qu'aux militants de son parti d'évoquer les présidentielles de 2019, a déclaré que « le FLN demande au président de Bouteflika de briguer un cinquième mandat ». « Il appartient au président Bouteflika de prendre sa décision », a-t-il affirmé devant les cadres du parti venus débattre du document relatif au bilan du président Bouteflika depuis 1999. Il en est ainsi pour le Front des forces socialistes (FFS) qui hier a fait part, à l'occasion de la «journée du militant», de l'installation de la commission nationale pour la préparation du congrès extraordinaire du parti devant renouveler les membres de l'Instance présidentielle. A ce propos, il est à noter que le parti d'Aït Ahmed a décidé en mars dernier de convoquer un congrès extraordinaire le 20 avril prochain pour «compléter» la composante de l'Instance présidentielle du parti, suite au départ de trois de ses membres.

Par ailleurs, Mohamed Hadj Djilani, premier secrétaire du FFS dans son allocation, considérant que le dialogue social «à lui seul ne permet pas de normaliser la situation car les causes de l'instabilité sont certes économiques et sociales mais avant tout politiques», il affirmera que «le projet de reconstruction d'un consensus national offre un cadre approprié pour le traitement systématique de la question sociale, intime liée à la politique et à l'économie». Et pour cause, argumentera-t-il, «la crise multidimensionnelle, politique, économique, sociale, culturelle et environnementale» nécessitait «une



P.V.D.-R.

approche globale» tracée dans un projet de consensus national, seul «cadre approprié pour une approche systématique». En outre, avant-hier depuis Bouira, Hadj Djilani a appelé les militants de son parti à se mobiliser et à travailler davantage notamment en ces «circonstances difficiles» que traverse sa formation politique en vue de poursuivre le combat engagé par le leader historique Hocine Aït Ahmed pour «le droit d'avoir les droits». Ceci avant de déclarer que «nous militons toujours pour la construction d'un Etat de droit, un Etat social basé sur de vraies libertés démocratiques, sur un consensus national ainsi que sur la souveraineté. Ces principes constituent une ligne rouge infranchissable dans notre parti».

Affichant sa «satisfaction» quant aux conditions de prépa-

ration du prochain congrès national de son parti, tout comme d'ailleurs de son bilan à la tête du MSP, Abderrezak Makri, président du Mouvement de la société pour la paix a de ce fait soutenu qu'«en tant que président du Mouvement «HMS», tous les programmes politiques et décisions pris ont été validés, à la majorité écrasante, par 10 sessions du Majliss Echoura relevant du parti». Lequel bilan poursuivra-t-il «sera présenté lors du prochain congrès». Les raisons du succès de son action sont selon lui dues au fait que son parti avait pris en considération dans son action les paramètres caractérisant le contexte du pays et aussi parce que sa formation politique «est issue d'un milieu civilisationnel et islamique se référant à la Déclaration du 1er Novembre

1954». Ceci avant de souligner «les efforts d'union avec l'Union Ennahda-Adala-Bina et autres partis qui se veut, en outre, une décision initiale sur laquelle ont mis l'accent les sessions du Majliss» ainsi que «la nécessité d'évaluer les institutions et pas les personnes».

Pour sa part, Mohcen Belabbes, président du parti du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), réunissant son secrétariat national ce week-end a affirmé que «les problèmes auxquels sont confrontés le pays et les populations méritent la recherche de solutions qui préservent les intérêts de l'Algérie et qui redonnent espoir à notre peuple. Il assure de sa solidarité l'ensemble des organisations et des citoyens qui luttent pour la dignité et la liberté ».

L. N.

Contrôle technique des véhicules

Un calvaire pour les automobilistes

Selon un communiqué de l'Etablissement national de contrôle technique automobile (Enacta) les agences de contrôle technique des véhicules vont renforcer leurs brigades et prolonger leurs horaires de travail afin de faciliter aux automobilistes l'accomplissement de cette mesure réglementaire. Chaque jour, les agences de contrôle technique automobile connaissent une grande affluence d'automobilistes. Dès les premières heures de la journée, et même pendant la nuit, des centaines d'automobilistes prennent d'assaut les différents points de contrôle technique pour tenter de passer en premier et éviter les longues files d'attente. En effet, pour le contrôle technique de leurs véhicules, de nombreux automobilistes

n'hésitent pas à passer la nuit devant les centres en question, afin d'être les premiers à passer devant des files interminables. Les environs des centres de contrôle technique des véhicules sont devenus des parcs où s'entassent des centaines de véhicules, quotidiennement dans un désordre total, attendant de longues heures durant pour espérer passer le contrôle. Les automobilistes décrivent le parcours du combattant qu'ils endurent à chaque visite, pris entre l'enclume du respect des délais de rigueur et la nécessité d'être à jour pour ne pas se mettre en porte-à-faux par rapport à la réglementation et le marteau qui représente le parcours du combattant. Pour faire expertiser son véhicule, l'automobiliste est,

ainsi, souvent amené, contraint et forcé à risquer l'amende et éventuellement des poursuites. Au niveau de ces centres, il faut attendre plusieurs heures pour espérer passer, tout en priant Dieu qu'arrive votre tour, vous ne serez pas celui à qui on dit revenez demain. Les responsables du secteur du transport doivent impérativement se pencher sérieusement sur ce problème qui empoisonne la vie des automobilistes et qui occasionne un manque à gagner pour l'économie du pays. A cette effet, «les agences de contrôle technique agréées par le ministère des Travaux publics et des Transports procéderont, dans l'immédiat, au renforcement de leurs brigades et à l'étalement de l'amplitude horaire de travail, et ce, jusqu'à

absorption de la demande conjoncturelle et la normalisation définitive de la situation», souligne l'Etablissement national de contrôle technique automobile dans un communiqué. Cette procédure vise à faciliter aux automobilistes l'accomplissement de cette mesure réglementaire dans les meilleures conditions, ajoute la même source. Pour rappel, la mesure appliquée par les agences de contrôle technique des véhicules fixant la durée du contrôle à 20 mn pour le poids léger et 30 mn pour le poids lourd avait suscité un mécontentement chez certains citoyens qui se plaignent des longues files d'attente devant les agences, tandis que d'autres y voient un moyen d'assurer leur sécurité. Les agences de contrôle technique de véhi-

LA QUESTION DU JOUR

Ou le pouvoir ou le déshonneur

Suite de la page une

Toujours est-il que la question que tout le monde se pose pour l'heure, c'est de savoir ce que fera le condamné quand la police viendra se saisir de sa personne pour le conduire en prison. Opposera-t-il ou non de la résistance ? A considérer l'indignation de ses supporters massés autour de lui, la prise de corps ne sera pas une partie de plaisir. Il existe un pays du même continent où ce qui est en train d'arriver à un leader politique brésilien de premier plan aurait pu également arriver : le Venezuela. Sauf que le parti au pouvoir dans ce pays s'est arrangé pour qu'à la limite tout puisse encore se produire mais pas quelque chose d'aussi avilissant que l'emprisonnement du chef de file. Maduro n'est pas Lula, ni le parti socialiste vénézuélien le Parti des travailleurs brésilien. Maduro non seulement ne se livrera pas, mais il ne se laissera pas juger, et advienne que pourra. Il a déjà fait en sorte qu'il ne le soit jamais. Il peut encore tout subir, mais pas un procès, pas une condamnation. Si Lula est conduit en prison, c'en est fini de toute la direction de son parti, et donc aussi de celui-ci. Dans bien des pays de ce continent, la lutte de classes est à son paroxysme, avec les Etats-Unis qui s'agitent dans la coulisse. Pro-américains et anti-américains s'affrontent sans rémission. Sous les dehors d'une lutte à la fois pour la démocratie et contre la corruption. Au Brésil comme au Venezuela, les partis de gauche au pouvoir ont sorti des millions de leurs concitoyens de la pauvreté. Ceux-ci y replongeront très vite si Lula est mis en prison. Les travailleurs brésiliens ont joué du pouvoir des années durant, il fallait qu'ils s'arrangent pour ne pas le perdre dans un pays qui ne sera peut-être jamais une démocratie, du moins à l'occidentale. Leurs homologues vénézuéliens ont décidé de ne pas suivre leur exemple. L'avenir seul dira s'ils ont eu tort, mais à leur manière, ou s'ils ont vu juste.

M. H.

cules avaient lancé, en début d'année 2018, cette nouvelle mesure relative au contrôle de véhicules fixant la durée du contrôle technique pour chaque véhicule, une mesure critiquée par plusieurs citoyens, en raison des longues files d'attente pouvant durer parfois une journée complète. Enfin, l'Enacta a rappelé dans le communiqué que «les contrevenants aux dispositions s'exposeront aux sanctions suivantes : Amende de 20 000 à 50 000 DA. Peine d'emprisonnement d'une durée de deux à six mois et la suspension du permis de conduire pour une durée d'une année et son annulation en cas de récidive». **Thinhinene Khouchi**

Réunion lundi et mardi à Alger

«La lutte contre le financement du terrorisme en Afrique» sous diagnostic

■ Une réunion de haut niveau sur «la lutte contre le financement du terrorisme en Afrique» se tiendra lundi et mardi à Alger, avec la participation des représentants des Etats africains, d'organisations et experts internationaux, qui se pencheront sur les questions d'ordre stratégique préoccupant collectivement les Etats, ainsi que les moyens et méthodes de lutte contre le terrorisme.

Par Siham K.

La rencontre, co-organisée par l'Algérie et l'Union africaine (UA), regroupera les délégués des pays membres de l'UA, de l'Organisation des Nations unies (ONU), de l'Union européenne (UE) et d'autres organisations internationales et régionales actives dans la lutte contre le terrorisme et son financement. Ces assises, dont l'ouverture des travaux sera présidée par le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, verront également la participation des représentants des cinq pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU et du Canada. La décision de tenir cette réunion à Alger a été prise en septembre 2014 par le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, et entérinée par un sommet de l'Union africaine. «Cette conférence est très importante dans le contexte actuel pour que nous ayons des positions africaines, essayer d'échanger nos vues autour des législations de nos pays, et d'identifier le rôle de nos institutions qui luttent contre le blanchiment d'argent et le trafic en tout genre», avait déclaré M. Messahel. A cette occasion, les participants discuteront des défis réels dans la lutte contre le financement du terrorisme, ainsi que de plusieurs thématiques d'actualité en Afrique comme l'assèchement des sources du radicalisme violent et le terrorisme, les connexions entre les trafics de drogue, d'armes et des

êtres humains avec le phénomène du terrorisme. En outre, d'une part, la réunion s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Algérie pour lutter contre le terrorisme dans la région du Sahel et l'épuisement de ses ressources, et d'autre part, renforcer la coordination et la concertation entre les pays africains autour des questions sécuritaires, à l'instar de la lutte contre le terrorisme, la déradicalisation, le trafic des êtres humains, de drogue et de lacontre bande. Dans le sillage de lutte contre ce phénomène, une rencontre avait eu lieu en février dernier à Alger entre M. Messahel et le coordonnateur adjoint de la lutte contre le terrorisme au Département d'Etat américain, M^{me} Alina Romanowski. Les deux parties avaient discuté de la situation sécuritaire dans la région et échangé les points de vue sur l'état de la coopération bilatérale. L'Algérie et les Etats-Unis avaient exprimé leur grand intérêt à développer davantage l'échange d'expériences et le renforcement de coopération, notamment en matière de déradicalisation et de renforcement des actions visant à tarir les nombreuses sources de financement du terrorisme. Par ailleurs, M. Messahel avait souligné, en novembre dernier à Washington, lors de la réunion ministérielle sur la sécurité en Afrique avec l'ex-Secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, que la réussite de la lutte militaire et sécuritaire contre le terrorisme est subordonnée à être nécessairement accompagnée de politiques et programmes politiques, écono-



miques, sociaux, culturels, éducatifs, religieux et autres, prenant en charge les différentes vulnérabilités de la société, que la propagande terroriste exploite intensément. Il a évoqué, dans ce cadre, la mise en œuvre d'une profonde politique de déradicalisation et de prévention de la radicalisation ayant pour objectifs la suppression des facteurs pouvant engendrer la marginalisation ou alimenter l'extrémisme et la violence dans la société. «Tous les acteurs ont été mis à

contribution pour promouvoir la logique de l'inclusion contre celle de l'exclusion», a tenu à rassurer le ministre des Affaires étrangères. Dans le cadre des efforts déployés par l'Algérie, plusieurs conférences et réunions ont été organisées, telles que la Conférence de haut niveau sur le terrorisme, co-organisée avec l'UA à Oran en décembre dernier, avec la participation de plusieurs pays africains. Par ailleurs, en octobre dernier, lors de la réunion du

Forum mondial de la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest (GCTF) tenue à Alger, M. Messahel avait également souligné l'exigence de travailler ensemble au tarissement des multiples sources de financement du terrorisme, parmi lesquelles les prises d'otages contre rançons, le crime organisé transnational sous ses différentes formes, ainsi que la traite des êtres humains et le blanchiment d'argent.

S. K./APS

Transport aérien Perturbations sur les vols d'Air Algérie vers la France

LA COMPAGNIE aérienne nationale Air Algérie a annoncé hier de «fortes perturbations» sur ses vols vers la France et survolant la France, suite à un mouvement social des aiguilleurs du ciel du secteur de Marseille, a-t-elle indiqué dans un communiqué. En conséquence, tous les vols de et vers la France sont touchés, a-t-elle avisé. Pour rappel, une grève a été initiée par onze syndicats de tous métiers de la compagnie Air France pour obtenir des hausses de salaires. Six autres journées de grève sont d'ores et déjà programmées, dont deux la semaine prochaine, mardi et mercredi. K. L.

Le P/APW de Béjaïa :

«Le terrain sera notre arme pour le développement»

Le président de l'APW de Béjaïa, Mehenni Haddadou, a présenté récemment les dossiers qu'il compte défendre et ses axes d'intervention pour l'avenir. Ces axes qu'il a développés dans un point de presse ont également été rendus publics via un communiqué par la cellule de communication de l'APW. Parmi ces points, il y a le terrain politique que compte occuper le P/APW à travers les rencontres avec les citoyens, comme ce fut le cas à Sidi-Aïch et récemment Boudjellil, entre autres. «Le terrain politique sera notre arme de développement», a-t-il souligné. Des sorties au cours desquelles il a rencontré les citoyens et le mouvement associatif qu'il a écouté et pas seulement car il s'agit aussi de tenter de faire un constat réel sur les besoins des populations

et tenter d'y apporter des réponses et, par ricochet, mettre fin aux coupures de routes devenues un véritable handicap pour la wilaya et son économie. Le P/APW refuse de parler de développement de la wilaya mais de sa mise à niveau seulement. Avec sa délégation, le P/APW a visité mercredi dernier la commune de Boudjellil. Il a même inspecté des projets à l'arrêt depuis plusieurs mois et surtout prêté oreille aux habitants au niveau l'APC. Une nouvelle mentalité, une nouvelle méthodologie qui consiste à écouter les doléances des associations et des citoyens pour répondre et agir ensuite et surtout être efficace. Un rôle qu'il assume, nuanciant sa position vis-à-vis des fermetures de routes qu'il ne soutient pas mais qu'il dit

comprendre, surtout la détresse de ceux qui sont derrière. Par ailleurs, il a fait savoir qu'il a plaidé pour la relance ou le dégel des projets structurants dont avait bénéficié la wilaya auprès du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire qui effectuait récemment une visite de travail dans la wilaya, faisant observer que «930 milliards de centimes ont été accordés à la wilaya dans le cadre du FCCL au titre de l'année 2018 pour répondre partiellement aux demandes exprimées». En ce qui concerne le secteur du tourisme, «il est impossible», selon lui, «de ne pas réaliser un saut qualitatif durant les cinq années à venir». Il a annoncé, à ce propos, des ateliers pour chercher les voies et moyens d'arriver à un résultat impliquant tous les

acteurs concernés. Dans le même sillage, une session sera tenue pour la préparation de la saison estivale et des efforts seront entrepris pour améliorer l'hygiène des cités et l'éradication des déchets ménagers. Il a également plaidé pour que les 52 maires présentent des rapports sur les insuffisances de leurs communes afin d'intervenir et apporter son soutien. Au sujet du pôle universitaire d'Amizour, M. Haddadou estime que «ce campus doit ouvrir ses portes dès la prochaine année». Pour lui, «beaucoup de gens profitent de la situation de confusion dans laquelle vit la wilaya». Enfin, il a rappelé que les portes de l'APW sont ouvertes et demandé aux citoyens de lui faire confiance, ajoute la cellule de communication de l'APW. Hocine Cherfa

Changes

L'euro stable face au dollar

L'EURO restait stable vendredi face au dollar sur un marché attentif avant la publication du rapport mensuel sur l'emploi américain, alors que le conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine s'accroît.

En fin de matinée, l'euro valait 1,2236 dollar, contre 1,2240 dollar jeudi soir. La monnaie unique européenne reculait légèrement face à la devise japonaise à 131,38 yens, contre 131,44 yens la veille au soir. Le billet vert, lui, restait stable face à la monnaie nipponne à 107,42 yens, contre 107,39 yens jeudi soir. Deux événements pourraient «potentiellement avoir un impact important» vendredi et «injecter de la volatilité sur le dollar», a jugé un analyste.

Le premier, attendu depuis le début de la semaine, est la publication en milieu de séance européenne du rapport mensuel sur l'emploi américain, alors que les demandes hebdomadaires d'allocations chômage publiées la veille pour la semaine achevée le 31 mars ont montré une hausse sensible à 242 000, supérieure aux attentes des analystes.

La moyenne sur quatre semaines reste cependant toujours très basse à 228 250 demandes.

Les cambistes chercheront dans ce rapport mensuel «des indices concernant l'inflation et l'impact que cela pourrait avoir sur le calendrier de la Réserve fédérale américaine (Fed) pour remonter ses taux», a expliqué un autre analyste.

Actuellement, la Fed prévoit deux nouvelles hausses des taux en 2018 après celle effectuée en mars, mais l'hypothèse d'une quatrième est régulièrement évoquée par les analystes. Une hausse des taux d'intérêt rend le dollar plus rémunérateur et donc plus attractif.

Second temps fort de la journée : Jerome Powell, le président de la Fed, tiendra justement une audition sur la situation économique du pays après la clôture européenne. «Les investisseurs seront attentifs à ce que M. Powell pourrait dire sur les tensions commerciales, un sujet qui a jusqu'à présent laissé la Fed de marbre», a souligné une analyste. Sur ce sujet, la Chine s'est déclarée prête vendredi à «aller jusqu'au bout» et «quel qu'en soit le prix» dans la guerre commerciale qui l'oppose aux Etats-Unis, après de nouvelles menaces du président américain Donald Trump.

R. E.

Victimes des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis

Les prix du pétrole chutent

■ Les cours du pétrole ont chuté vendredi, suite au regain des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis et à l'ampleur de la production américaine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin a fini la semaine à 67,11 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,22 dollar par rapport à la clôture de jeudi.

Par Assia D.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mai a cédé 1,48 dollar à 62,06 dollars. Sur la semaine le WTI a reculé de 4,64% et le Brent de 4,65%, la plus forte baisse hebdomadaire depuis deux mois pour les deux types de contrats. Ils retrouvent leurs niveaux d'il y a deux semaines, avant un mouvement de forte hausse des cours. «Depuis plus de vingt ans, les baisses marquées sont associées à des faiblesses économiques. Les fortes tensions commerciales en attestent de nouveau», a observé James Williams de WTRG Economics. «La Chine est prête à aller jusqu'au bout, quel qu'en soit le prix», a lancé Pékin à Washington vendredi après la menace du président américain jeudi soir d'imposer de nouveaux droits de douane de 100 milliards de dollars sur les importations chinoises, qui s'ajouteraient aux quelque 50 milliards de dollars de taxes déjà brandies le 3 avril par Washington. «Les Etats-Unis et la Chine sont les plus gros consommateurs et importateurs de



PHOTO: R.

pétrole au monde. Si l'escalade se poursuit et ralentit la demande de ces deux pays, cela aura un effet que l'on peut difficilement ignorer», ont noté les analystes de Commerzbank. Ces échanges de menaces ont également fait chuter les indices boursiers américains, l'indice Dow Jones perdant jusqu'à 3% peu avant la clôture de Wall Street. «Le pétrole évolue dernièrement

au gré des hausses et des baisses de la Bourse américaine, et devrait donc rester volatile avec les évolutions des tensions commerciales», ont résumé les analystes de Saxo Bank. Les prix ont également réagi à la forte progression du nombre hebdomadaire de puits de pétrole actifs aux Etats-Unis, un indicateur avancé de la production américaine publié par la société Baker

Hugues. Ceux-ci ont progressé de 11 unités à 808 puits après un recul inattendu de 7 unités la semaine dernière. «Ces données ont aggravé le coup de froid sur les prix car cela signifie une plus forte production américaine, déjà élevée», a indiqué M. Williams. Un rapport hebdomadaire publié mercredi a montré que les Etats-Unis avaient extrait 10,46 millions de barils par jour. A. D./APS

Liban

La Banque mondiale promet plus de 4 milliards de dollars sur cinq ans

La Banque mondiale va mobiliser plus de quatre milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour le financement de projets d'investissement au Liban, a annoncé la directrice générale de l'institution, Kristalina Georgieva. Cet argent permettra de soutenir la «croissance» et les «créations d'emplois», a souligné M^{me} Georgieva, en marge d'une conférence internationale de soutien au Liban à Paris, sans préciser quelle forme prendrait cette aide financière. «Le Liban a fait son devoir envers le monde», a déclaré la responsable de la

Banque mondiale (...). Il est temps que le monde fasse son devoir envers le Liban», a-t-elle ajouté. Ces quatre milliards de dollars viennent s'ajouter à plusieurs autres milliards de prêts et de dons annoncés depuis vendredi matin lors de cette rencontre, notamment de la part de l'Arabie saoudite, qui va renouveler une ligne de crédit d'un milliard de dollars. Côté européen, la France a promis 550 millions d'euros, les Pays-Bas 300 millions, le Royaume-Uni 130 millions et l'Italie 120 millions, selon l'ambassadeur de France au Liban, Bruno

Foucher. L'Union européenne va apporter elle une contribution de 150 millions d'euros. Selon M. Foucher, 800 millions d'euros ont par ailleurs été promis par la Banque européenne d'investissement (BEI), 700 millions de dollars par le Koweït, 1,1 milliard de dollars par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), et 500 millions de dollars par le Fonds arabe FADES. Le Liban, qui vit dans la crainte d'une crise économique et financière, espérait lever entre 6 et 7 milliards de dollars en dons et prêts lors de cette confé-

rence pour financer des infrastructures, notamment en eau, et relancer son économie. L'économie libanaise connaissait un taux de croissance annuel de 8% en moyenne avant le début du conflit syrien en 2011, qui s'est effondré à 1% à peine depuis, selon le Premier ministre libanais Saad Hariri. Au total, 37 Etats et 14 organisations internationales et régionales (FMI, Banque mondiale, UE...) sont réunis pour cette conférence, organisée un mois avant les élections législatives du 6 mai au Liban.

Younès F.

Après un fort rebond

Les Bourses européennes reculent

Les Bourses européennes ont terminé en baisse, rendues nerveuses par le regain des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, au lendemain d'une séance marquée par un fort rebond. «Alors que les investisseurs commencent à se dire que le plus dur était passé, le président américain joue la surenchère», ont noté les analystes de Aurel BGC. Donald Trump avait relancé l'offensive jeudi après la clôture du marché américain en menaçant d'imposer 100 milliards de dollars de nouvelles

taxes douanières sur les importations chinoises. Quelques heures plus tard, Pékin a répliqué en se disant prêt à «aller jusqu'au bout» d'une guerre commerciale avec les Etats-Unis. Côté indicateurs, la parution du rapport mensuel sur le marché du travail américain n'a pas non plus rasséréiné les courtiers, les créations d'emplois ayant ralenti plus que prévu en mars aux Etats-Unis. Outre-Atlantique, la Bourse de New York creusait ses pertes à la mi-séance : vers 16h20 GMT, l'indice vedette Dow Jones Industrial

Average perdait 1,72% à 24 084,81 points, le Nasdaq cédait 1,12% à 6 997,04 points, et l'indice élargi S&P 500 reculait de 1,32% à 2 627,71 points. «Les investisseurs regardent de nouveau avec inquiétude les va-et-vient entre Washington et Pékin», a relevé Art Hogan de Wunderlich Securities. L'Eurostoxx 50 a reculé de 0,64%. Le CAC 40 de la Bourse de Paris a perdu 0,35% à 5 258,24 points, dans un volume d'échanges limité de 3 milliards d'euros. A Londres, le FTSE-100 a cédé 0,22% à 7 183,64 points.

A Francfort, le Dax a perdu 0,52% à 12 241,27 points alors que le SMI de la Bourse suisse a terminé à 8 671,04 points, en recul de 0,82%. A Milan, l'indice FTSE Mib a perdu 0,17% à 22 930 points au moment où l'indice Bel-20 de la Bourse de Bruxelles a cédé 0,49% à 3 870,07 points. A Madrid, l'indice Ibex 35 a perdu 0,60% à 9 682,8 points. Le PSI 20 de la Bourse de Lisbonne a cédé 1,25% à 5 417,06 points.

Agences

Sétif Réception le 8 mai prochain du projet de tramway

LE PROJET de tramway de la ville de Sétif sera réceptionné «dans les délais fixés» soit le 8 mai prochain, a assuré le directeur du projet, Salaheddine Benabid. «Toutes les dispositions et mesures ont été prises pour réceptionner à cette date ce projet dont toutes les phases ont été terminées à 100%», a-t-il affirmé, indiquant que la phase de tous les tests sera achevée «le 10 avril courant et sera suivie dès le 11 avril par celle la mise en circulation des rames sans passagers». Le responsable a précisé que l'entreprise chargée du projet poursuivra son travail non encore terminé d'aménagement des trottoirs le long de la ligne même après la mise en service du tramway. Le ministre des Travaux Publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, avait indiqué lors de sa visite d'inspection effectuée fin janvier dans la wilaya que le tramway de Sétif «entrera en service le 8 mai prochain» à l'occasion de la célébration du 73^e anniversaire des massacres du 8 mai 1945. Le projet du tramway de Sétif représente un investissement public de 285 millions d'euros, avaient déclaré précédemment les responsables du projet qui reliera l'Est de la ville de Sétif à son Ouest sur une ligne de 15,2 km et comprendra 27 stations.

A.O.

Tizi-Ouzou Raccordement prochain de plus de 2 200 foyers au réseau de gaz naturel

UN TOTAL de 2 272 foyers seront raccordés au réseau de gaz naturel durant ce mois d'avril dans la wilaya de Tizi-Ouzou, indique dans un communiqué la direction locale de la Société de distribution d'électricité et de gaz du centre (SDC). Ce programme de mise en service de l'alimentation en gaz naturel touchera un total de 10 communes, a-t-on précisé. Il s'agit de 119 foyer répartis sur Ben Aissi et Tizi-Rached, 660 autres d'Ait Khellili et Azeffoune, 180 à Timizart et 1313 à Ain El Hammam, Akbil, Iboudrarene, Iflissen et Yatafene, ajoute le texte. Ces nouveaux branchements, qui ont nécessité la réalisation de pas moins de 289,59 kilomètres de réseau de distribution du gaz naturel, porteront à 7 370 le nombre total des foyers raccordés depuis le premier janvier au 30 de ce mois d'avril, conclut le communiqué.

R.R.

Boumerdès

780 millions de dinars pour 244 opérations dans les écoles primaires

■ Une dotation d'au moins 780 millions DA a été affectée pour la réalisation de 244 opérations de développement au profit des écoles primaires de Boumerdès, a-t-on appris de l'inspecteur général de la wilaya.

Par Lyes B.

Sur ce total d'opérations programmées, 94 ont été concrétisées ces dernières années, parallèlement à quatre clôturées, a indiqué Mohamed Zerrouki qui présentait un rapport sur la situation des écoles primaires à Boumerdès lors d'une rencontre l'ayant réuni avec les directeurs des établissements du primaire et les autorités locales. Vingt-huit autres opérations sont actuellement en cours de réalisation, contre 12 à l'arrêt et 106 non encore lancées, selon le rapport élaboré par une commission ad hoc, grâce à des visites de terrain. Selon le responsable de la wilaya, les visites effectuées aux écoles primaires de la région ont permis de constater de nombreuses insuffisances en leur sein, en dépit de l'importante dotation affectée à leur réhabilitation, a-t-il indiqué, citant parmi les lacunes constatées, la «surcharge» des classes au niveau de 25 écoles primaires, soit plus de 40 élèves par classe, contre une moyenne de 25 élèves/classe à l'échelle de la wilaya. Le rapport fait cas de 59 écoles accusant des insuffisances en matière d'aménagement et d'équipement contre 83 écoles ayant besoin de réparations pour leurs fenêtres et portes, au moment ou 82 enregistrent des pannes d'éclairage et 30 sont réalisées en préfabriqué. Il a été constaté également que 138 écoles de la wilaya de



Boumerdès ne disposent pas de «toilettes adéquates», au moment ou 97 autres accusent des infiltrations d'eau, 57 sont sans clôture, 47 manquent d'eau ou ne sont pas raccordées au réseau AEP, 179 ne sont pas raccordées au réseau de gaz naturel et 186 ne sont pas raccordées aux réseaux téléphonique et internet. Parallèlement, 99 écoles ont besoin de restauration de leurs classes et 98 autres manquent de cours de récréation et de surfaces vertes, au moment ou 16 écoles ont été fermées pour divers motifs, 100 n'ont pas de directeurs dûment désignés et 104 n'ont pas de gardiens, ni d'agents de nettoyage et de cuisine. Au volet restauration, le même rapport indique que 194

écoles n'ont pas de cantines, au moment ou 45 autres disposent d'une cantine non équipée, parallèlement à 220 écoles n'offrant pas de repas aux élèves, contre 110 écoles offrant des repas chauds, et 45 n'offrant que des repas froids. Par ailleurs, quelque 124 écoles de la wilaya ne disposent pas de transport scolaire, au moment ou un nombre considérable d'établissements manquent d'équipements en tous genres (chauffages, tables, armoires, chaises). Dans son intervention lors de cette rencontre, le wali Abderrahmane Madani Fouath, a souligné l'objectif de cette réunion, visant, selon lui, «l'examen de l'état des lieux du secteur en toute transparence, en vue de la mise au point d'une feuille de

route pour venir à bout des insuffisances progressivement, notamment concernant les zones reculées de la wilaya». Le wali a, également, insisté sur l'impératif de mettre en œuvre des programmes de développement destinés au secteur de l'éducation et de l'exploitation des dotations financières affectées à cet effet. Le directeur de l'éducation de la wilaya, Nedir Khessous, a souligné, pour sa part, que le problème de surcharge des classes dans certaines régions de la wilaya, est dû à l'«extension urbanistique ces dernières années qui n'a pas été accompagnée par la réalisation d'établissements supplémentaires».

L. B./APS

Biskra

Extension de 1 670 ha de terres agricoles irriguées

Une extension de 1 670 ha de terres agricoles a été enregistrée dans la wilaya de Biskra, a annoncé le directeur des services agricoles (DSA), Mohamed Bourahla. La surface totale des terres agricoles irriguées a atteint les 111 170 ha cette saison alors qu'elle était de l'ordre de 109 500 ha au cours la saison écoulée, a indiqué le responsable, ajoutant que ce résultat qualifié de «positif» était dû à un nombre de facteurs favorables comme l'exploitation rationnelle des ressources hydriques mobilisées, l'utilisation de

systèmes d'irrigation modernes et la mise en service de plusieurs forages. Le nombre de forages destinés à l'irrigation agricole a atteint les 10 845 forages dont 2 481 forages nouvellement mis en exploitation permettant la mobilisation de quantités supplémentaires d'eaux contribuant ainsi une extension en terres agricoles irriguées avoisinant les 60% de l'ensemble des terres agricoles exploitées estimées à 185 000 ha, a fait savoir M. Bourahla. L'irrigation des terres agricoles a touché en particulier la filière des céréales

avec environ 26 930 ha, les productions des champs (15 118 ha), les cultures sous serres (5 944 ha) et l'oléiculture (4 530 ha), a-t-il encore précisé. Les terres agricoles dans la wilaya de Biskra sont irriguées principalement depuis les eaux superficielles acheminées à partir des barrages de Fouch El Ghorza et Menbaâ El Ghozlane et le réseaux des forages et sources existants, selon le DSA.

Hocine A.

Khenchela

Distribution «avant fin 2018» de 6 000 logements tous segments confondus

Un total de 6 000 logements, tous segments confondus, sera distribué dans plusieurs communes de la wilaya de Khenchela «avant la fin de l'année 2018», a indiqué le chef de l'exécutif local, Kamel Nouicer. Parmi ce nombre global, 4 000 habitations font partie du programme de logement public locatif (LPL) et 2 000 autres

appartiennent aux formules location-vente de l'agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) et le logement promotionnel aidé (LPA), a souligné à la presse, le wali. Le financement nécessaire pour la concrétisation de l'ensemble des programmes de ce secteur (réalisation des logements et travaux d'aménagement

extérieur) a été assuré, a déclaré dans ce contexte, M. Nouicer. S'agissant des commodités publiques liées à ces programmes d'habitat, le chef de l'exécutif local a précisé que les programmes d'habitat qui seront concrétisés dans la wilaya de Khenchela, seront soutenus par des projets publics d'accompagnement, lycées, CEM (collège

d'enseignement moyen) notamment, affirmé le wali. Pas moins de 500 LPL seront attribués au cours «des tous prochains jours» dans la commune de Kais, a-t-il encore ajouté, rappelant qu'un quota similaire de ce même type d'habitat, a été distribué dans la même localité, en mars dernier.

T.K.



Rapport du SG de l'ONU sur le Sahara occidental

Le Polisario fermement attaché au processus de paix et aux efforts de l'ONU

■ Le Front Polisario a pris note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général de l'ONU soumis au Conseil de sécurité fin mars sur le Sahara occidental, tout en réaffirmant son attachement au processus de paix et son soutien aux efforts onusiens, dans le but de parvenir à une solution pacifique garantissant l'autodétermination du peuple sahraoui.

Par Sara H.

Le Front Polisario a exprimé, dans un communiqué repris vendredi par l'agence de presse sahraouie (SPS), son «ferme attachement au processus de paix et son soutien sans réserve aux efforts des Nations unies et de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, dans le but de parvenir à une solution pacifique garantissant l'autodétermination du peuple du Sahara occidental». Il a souligné également que «le rapport réfute clairement tous les mensonges et les allégations infondées du Maroc, concernant une prétendue violation du cessez-le-feu par le Front Polisario». La réaction du Front Polisario intervient au lendemain du démenti formel apporté par l'ONU aux accusations du Maroc concernant la prétendue présence d'éléments armés sahraouis dans la zone démilitarisée d'El-Guegarat, sous surveillance des Nations unies. «Nos collègues de la Minurso n'ont observé aucun mouvement d'éléments militaires dans le territoire Nord-est. La Minurso continue de suivre la situation de près», avait déclaré, Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU, lors de son point de presse quotidien. S'agissant du respect des droits de l'Homme, souligne le Front Polisario, «le rapport fournit de bonnes indications de violations du Maroc des droits de l'Homme des Sahraouis dans les territoires occupés, y compris le procès de Gdeim Izik», notant que «le rapport reconnaît que les violations des droits de l'Homme sont liées à la non-application du droit à l'autodétermination». Dans le même contexte, le rapport souligne «la nécessité d'un mécanisme important, indépendant et impartial chargé de surveiller la situation des droits de l'Homme au Sahara occidental occupé», a expliqué le Front Polisario, indiquant que «le rapport souligne également le respect et la promotion des droits de l'Homme par le Polisario dans les camps de réfugiés sahraouis». Concernant les difficultés qui entravent l'efficacité de la Mission de l'Onu pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso), le Polisario a précisé que, «pour la première fois, le rapport reconnaît que le fonctionnement de la Minurso

dépend de sa capacité à accomplir toutes les tâches des opérations de maintien de la paix, dont le Front Polisario a demandé à plusieurs fois». Le rapport met également en évidence, souligne le Front Polisario, toutes les actions marocaines représentant un défi pour la mission, comme les obstacles imposés par le Maroc d'entraver le travail de la Minurso comme «l'immatriculation des véhicules des Nations unies avec plaques marocaines, et l'impression de timbres marocains aux passeports du personnel de l'ONU, entre autres». Concernant la situation à El-Guegarat, le Polisario a réaffirmé dans son communiqué qu'il n'avait pas de présence militaire dans la zone tampon, comme le secrétaire général lui-même l'a reconnu dans son rapport et soutient la proposition de l'ONU d'envoyer une mission technique pour examiner la situation. En ce qui concerne les ressources naturelles sahraouies, le Polisario «regrette que le rapport indique que la question des investissements dans le Sahara



PH. A. D. R.

occidental et ses eaux adjacentes est un sujet de discordance entre le Polisario et le Maroc». Ce qui, selon le communiqué, «manque de précision, puisque le droit international est clair» en ce qui concerne les ressources des territoires non autonomes, ainsi que la décision de la Cour européenne de justice (CJUE) qui a jugé que l'accord de pêche entre l'UE et le Maroc ne s'applique pas au Sahara occidental et aux eaux y adjacentes. En effet, la CJUE a établi, à travers ces arrêts (les 21 décembre 2016 et 27 février 2018), que toute exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental sans le consentement du peuple sahraoui, représenté légalement par le Front Polisario, constitue une violation de son droit à l'autodétermination, un droit imprescriptible pour le peuple d'un territoire non-autonome. Le Polisario a appelé par la même

occasion le Maroc à «abandonner son intransigeance, à coopérer pleinement avec le plan de règlement et à renoncer à toute action susceptible de déstabiliser la région».

L'Algérie a un devoir de solidarité à l'égard du peuple sahraoui

La question du Sahara occidental est une question de décolonisation, comme ce fut le cas pour l'Algérie durant la lutte pour son indépendance, a affirmé à l'APS une source autorisée du ministère des Affaires étrangères, ajoutant que «la question sahraouie est reconnue comme telle par les Nations unies, depuis l'inscription de ce territoire sur la liste des territoires non-autonomes en 1963». Réagissant aux dernières déclarations du ministre des Affaires étrangères marocain, Nacer Bourita, concer-

nant le soutien de l'Algérie au Front Polisario ainsi que sur l'implication qu'il estime devoir être celle de l'Algérie dans le processus de règlement du conflit, la source autorisée a indiqué que «la question du Sahara occidental est une question de décolonisation, comme ce fut le cas pour l'Algérie durant la lutte pour son indépendance», ajoutant que «la question sahraouie est reconnue comme telle par les Nations unies, depuis l'inscription de ce territoire dans la liste des territoires non-autonomes en 1963». La même source a souligné également que «l'Algérie a un devoir de solidarité à l'égard du peuple sahraoui pour l'exercice de ses droits légitimes, tout comme le peuple algérien a bénéficié de la solidarité de ses frères marocains et tunisiens durant sa lutte pour son indépendance».

S.H./APS

Tunisie

Le FMI préconise une dévaluation «douce» du dinar

Une dévaluation brutale du dinar pourrait rallumer la contestation populaire qui a déjà causé la chute de 8 gouvernements depuis 2011. Face au ralentissement de la croissance, la fonte des réserves de devises ou encore la chute des exportations tunisiennes, le FMI préconise la dévaluation de la devise. Une mesure qui fait craindre à Tunis, le retour des protestants dans la rue alors que le gouvernement peine encore à faire passer les mesures d'austérité décidées en 2016. Le Fonds monétaire internationale (FMI) vient de corriger la relance économique tunisienne et notamment les exportations à la dévaluation du dinar. «Je ne pense pas que nous ayons besoin d'un grand mouvement vers l'équilibre, je pense que nous n'en sommes pas loin et je ne pense pas non plus que nous ayons besoin d'un ajustement brutal», a précisé Björn Rother, chef de mission du FMI en Tunisie.

Un nouveau scénario à l'égyptienne ?

Les prévisions du Fonds indiquent que la Tunisie se dirige vers une forte dépréciation de sa monnaie, les réserves de change ont ainsi rapidement diminué lors des derniers mois pour s'établir à 4,6 milliards de dollars le lundi 3 avril. Une somme qui couvre seulement 78 jours d'importation. D'ailleurs, le FMI a indiqué que le taux de change réel du dinar était désaligné de 10 à 20% par rapport au

taux officiel. La Banque centrale avait pour rappel précisé le mois dernier, qu'elle ne pourrait pas défendre indéfiniment la monnaie, tout en alertant sur les effets d'une forte dépréciation qui pourrait alimenter l'inflation. Une baisse brutale de valeur du dinar fait également craindre à Tunis, la colère publique dans un pays qui a connu huit gouvernements depuis 2011.

Les marchés peu confiants

Bien que la Tunisie soit considérée à juste titre comme la seule réussite politique du Printemps arabe qui a secoué la région il y a 7 ans, les luttes partisans, les grèves, les attaques terroristes ou encore les vagues de recrutement dans le secteur public ont fortement handicapé les efforts consentis par Tunis pour remettre son économie sur les rails. Le gouvernement s'est efforcé à réduire ses dépenses et a graduellement affaibli sa monnaie depuis que le FMI lui a accordé un prêt de 2,9 milliards de dollars en 2016. La mise en place de l'austérité a rapidement été suivie par des protestations aux quatre coins du pays. Parallèlement Moody's Investors Service a abaissé la note de crédit de la Tunisie en mars pour la seconde fois en 7 mois. Cette note représente cinq niveaux inférieurs à l'investissement grade, elle a été justifiée par la détérioration de la situation budgétaire et de la diminution des réserves qui selon l'agence de notation ne devrait

par rebondir significativement dans les prochaines années.

Phosphate et tourisme toujours à la peine

Le FMI estime de son côté que la baisse des réserves tunisiennes serait temporaire et s'expliquerait par les retards dans le prêt du Fonds et à la vente d'obligations internationales. La faiblesse des réserves pourrait faire office d'épouvantail pour les investisseurs, mais ne signifierait pas forcément une crise monétaire imminente à en croire les experts du Fonds. La fin des grèves qui paralysent les exportations de phosphate, l'un des plus importants pourvoyeurs de devises ou encore la reprise du tourisme pourrait stopper l'hémorragie. Rother a par ailleurs indiqué une amélioration de la balance commerciale tunisienne, qui pourrait lui permettre «d'évoluer progressivement vers la dépréciation de la monnaie». Le dinar a vu sa valeur baisser de 19% par rapport à l'euro en 2017, alors que le déficit commercial a diminué de près d'un quart entre janvier et février dernier, par rapport à la même période en 2017. «Si vous voulez attirer des investissements et si vous voulez développer vos exportations, vous devez être plus compétitif dans l'économie mondiale et le moyen le plus simple d'y parvenir est de s'appuyer sur un taux de change réellement compétitif», avance le responsable du FMI.

Amel N./agences



États-Unis

Washington sanctionne des «oligarques» proches de Poutine, Moscou promet une «réponse dure»

■ Accusée de faiblesse face à la Russie, l'administration américaine de Donald Trump a annoncé vendredi, pour la première fois, des sanctions contre des «oligarques» proches de Vladimir Poutine, notamment pour les «attaques» de Moscou contre «les démocraties occidentales».

Par Rosa C.

En pleine résurgence d'un climat de Guerre froide, la Russie a promis une «réponse dure» à cette «attaque antirusse» visant à «éliminer des concurrents sur les marchés». Ces sanctions sont parmi les plus sévères depuis l'arrivée à la Maison Blanche début 2017 du président républicain, incapable de réconcilier Américains et Russes malgré ses promesses mais qui s'abstient toujours de critiquer frontalement son homologue russe.

Elles ont été prises sur la base d'une loi voulue par le Congrès pour punir la Russie notamment pour son ingérence dans les élections américaines de 2016, promulguée l'été dernier à contrecœur par Donald Trump. Les mesures punitives visent en tout 38 personnes et entreprises qui s'ajoutent aux 24 ciblées mi-mars en réponse à ces accusations d'ingérence électorale et à plusieurs cyberattaques. A l'époque, la décision

américaine avait été jugée trop timorée par les démocrates. Sept «oligarques» et douze entreprises qu'ils contrôlent font partie de la nouvelle liste et ne pourront plus faire affaire aux États-Unis, ni avec des Américains. Parmi eux, Oleg Deripaska, propriétaire du géant de l'aluminium Rusal, Igor Rotenberg et Viktor Vekselberg, acteurs du secteur énergétique tout comme Kirill Chamalov, présenté comme le gendre du président Poutine. «Les oligarques russes qui ne font pas partie de cette première liste doivent retenir leur souffle», estime Boris Zilberman du think tank conservateur Foundation for Defense of Democracies (FDD). Dix-sept «hauts responsables» russes sont aussi visés, dont des patrons d'entreprises publiques comme Alexei Miller (Gazprom) ou Andreï Kostine (VTB, la deuxième banque russe) mais aussi le ministre de l'Intérieur Vladimir Kolokoltsev et le secrétaire général du Conseil de sécurité Nikolai Patrouchev. Plusieurs



entreprises sont enfin sanctionnées, dont Rosoboronexport, chargée des exportations militaires, pour son soutien au régime syrien de Bachar al-Assad. Le conglomérat Rostec, maison-mère de cette société, a critiqué «une excuse pour écarter la Russie du marché mondial des armements». «Les États-Unis prennent ces mesures en réponse à l'ensemble des attitudes éhontées et des activités néfastes du gouvernement russe, qui se poursuivent à travers le monde», a déclaré un haut responsable de l'administration Trump à la presse, citant son rôle en Syrie, en Crimée ou en Ukraine. «Mais, avant tout, c'est une réponse aux attaques continues de la Russie pour subvertir les démocraties occidentales», a-t-il ajouté. Moscou «a choisi d'interférer de manière répétée dans les processus démocratiques», a renchéri un autre responsable américain. Les relations, déjà glaciales, se sont de fait encore tendues entre les deux grandes puissances rivales après l'empoisonnement début

mars au Royaume-Uni de l'agent double russe Sergueï Skripal, imputé par Londres à Moscou. Par solidarité avec les Britanniques, Washington a expulsé 60 diplomates russes accusés d'être des «espions» et la Russie en a aussitôt fait autant. Selon les services de renseignement américains, le pouvoir russe a mené une opération concertée pour influencer l'élection présidentielle en faveur du milliardaire républicain, notamment à travers l'utilisation des réseaux sociaux et la diffusion de «fausses nouvelles», ce que Moscou conteste. Et les responsables du renseignement américain préviennent déjà que la Russie va aussi tenter d'influencer les élections parlementaires de novembre. Malgré les attentes de nombreux parlementaires américains en faveur de sanctions frappant le portefeuille des «oligarques» au cœur du pouvoir de Vladimir Poutine, le Trésor américain s'était borné, fin janvier, à publier une liste de 210 hommes d'affaires et responsables politiques russes. Face au

mécontentement de plusieurs élus, l'administration Trump avait dû promettre que les sanctions viendraient dans un second temps. «Personne n'a été aussi ferme face à la Russie que moi», a même tonné cette semaine le président américain. La Maison-Blanche a publié vendredi un communiqué intitulé «Donald Trump se dresse contre les activités néfastes de la Russie», énumérant toutes les mesures prises par son gouvernement. Mais le milliardaire répète aussi qu'il aimerait avoir une «bonne relation» avec Vladimir Poutine. «Cela dépendra» d'un «changement d'attitude» des Russes, a assuré vendredi la porte-parole de la Maison-Blanche Sarah Sanders, précisant que Donald Trump n'avait pas renoncé à rencontrer son homologue «à un moment donné». «Nous conseillons à Washington de se débarrasser au plus vite de l'illusion qu'il est possible de discuter avec nous en employant le langage des sanctions», a répondu la diplomatie russe depuis Moscou. R. C.



Points chauds

Ébriété

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a encore moins d'une année, Jean-Vincent Placé, qui fut un temps membre du gouvernement sous la présidence de François Hollande, semble avoir perdu de son élan et ne cesse depuis quelques mois de cumuler les mauvaises nouvelles, et surtout les mauvaises décisions. Ainsi, celui qui a perdu en octobre dernier son siège de sénateur, a été arrêté dans la nuit du 4 au 5 avril dernier et est placé en garde à vue pour insultes racistes et «outrage à agents» alors qu'il se trouvait en état d'ivresse. Après avoir passé deux nuits en garde à vue, il s'est vu remettre par le parquet une convocation à son procès pour «violences volontaires» en état d'ébriété, «outrage sur personne dépositaire de l'autorité publique» et «injure» à caractère racial. L'ancien sénateur écologiste, qui conteste tout acte de violence et tout dérapage raciste, a été placé sous contrôle judiciaire. Pourtant, contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'ancien sénateur écologiste, loin d'être l'une de ces figures de gauche anti-police, a été ces dernières années un fervent défenseur de la cause des forces de l'ordre. En effet, l'ex-secrétaire d'État s'était spécialisé dans les investissements en faveur de la police et de la gendarmerie et avait procédé à des séries d'auditions afin d'identifier leurs besoins financiers et matériels. Parmi les nombreuses recommandations de son rapport d'information de 2013, mais aussi du rapport général de la commission des finances en 2012, l'ancien rapporteur spécial, qui a déjà passé plus de 24 heures en garde à vue, s'inquiétait notamment du sous-investissement dans les commissariats et les casernes. Il recommandait ainsi de «dégager les crédits nécessaires à l'aménagement de locaux de garde à vue conformes au respect des droits fondamentaux et de la dignité humaine», jugeant ce poste de dépense prioritaire, contrairement à celui favorisant l'installation de caméras de surveillance, pour lesquelles il réclamait un moratoire. L'ancien sénateur s'inquiétait plus généralement de l'état des commissariats, soulignant en avoir visité dans le cadre de ses missions. «L'immobilier a trop servi de variable d'ajustement ces dernières années», faisait-il valoir. S'inquiétant pour «l'image de la police, de la gendarmerie et de la justice», qui s'en trouvait «dégradée», ce qui avait aussi un effet sur «le moral des troupes». Reste à savoir si, sobre, Placé retrouvant son calme et sa maîtrise, réussira à s'expliquer pour se sortir du guépier dans lequel il se trouve ou si s'obstinant à nier ses torts, il prendra le risque de voir son image définitivement ternie par ce malencontreux épisode.

F. M.

Syrie

Frappes aériennes sur Douma, près de Damas

Des frappes aériennes de l'armée syrienne continuent samedi de s'abattre sur la ville de Douma, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), après une nuit d'intenses bombardements sur cet ultime fief de groupes armés aux portes de Damas. Le gouvernement syrien a repris ses raids aériens vendredi contre cette ville située dans la Ghouta orientale, pour la première fois depuis dix jours, après l'échec de négociations avec un groupe armé dont Damas réclame le départ. Le gouvernement, a lancé le 18 février une offensive sur la Ghouta orientale, avec

l'objectif de reprendre aux groupes armés les zones qu'ils contrôlaient. Après des semaines de bombardements intenses, deux groupes armés ont négocié leur évacuation vers des secteurs du nord du pays qui étaient sous leur domination, permettant aux forces gouvernementales de reprendre 95% de l'enclave. Des négociations ont également été engagées avec le groupe armé «Jaich al-Islam», le dernier groupe dans la Ghouta, qui tient la ville de Douma, et environ 3 000 éléments et civils, ont à leur tour été évacués en direction du Nord entre lundi et mercredi. Mais la poursuite des

évacuations prévues jeudi a été annulée. L'OSDH a indiqué samedi que l'aviation bombardait Douma, alors que des tirs d'artillerie des forces loyalistes syriennes visaient des champs proches. En reprenant ses bombardements vendredi, l'armée a également lancé une opération terrestre autour de Douma. «Le gouvernement essaie de resserrer l'étau sur cette ville depuis l'ouest, l'est et le sud», a indiqué le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane. Plus de 350 000 personnes ont été tuées depuis 2011 dans le conflit en Syrie.

R. I.



Pour son film «Une journée au soleil»

Grand prix pour Arezki Metref au Festival du film amazigh d'Agadir



■ Les cinéastes algériens Arezki Metref et Noredine Kebaili ont décroché respectivement, vendredi soir à Agadir (Maroc), le Grand prix du documentaire et celui du court-métrage du 11^e Festival international du film amazigh, annoncent les organisateurs sur leur page Facebook.

Par Adéla S.

Lors de la cérémonie de clôture de ce festival, le réalisateur, journaliste et écrivain Arezki Metref s'est vu attribuer le Grand prix du documentaire pour son film «Une journée au soleil», alors que Noredine Kebaili a reçu le Grand prix du court métrage pour «Séquence une...».

Sorti en 2018, «Une journée au soleil» traite de l'histoire de l'immigration vers la France et du

rôle de cette communauté à différentes périodes de l'histoire de l'Algérie à travers les témoignages de plusieurs générations d'immigrés qui évoquent le militantisme politique pour l'indépendance de l'Algérie, la guerre de Libération ou encore les années de violence terroriste.

Court métrage remarqué lors du dernier Festival national du film amazigh, «Séquence une...» rend hommage aux journalistes morts en zones de conflit et dénonce les atrocités de la guerre et du déplacement des populations.

Le jury de la section court métrage a également décidé d'attribuer des mentions spéciales aux œuvres «Human» de Issam Taachit et «Lmudja» de Omar Belkacemi, ce dernier récemment primé au Festival national du film amazigh tenu à Tizi-Ouzou.

Dans la section long métrage de fiction complètement dominé par le film «Addour» du réalisateur marocain Ahmed Baidou, l'actrice française Laetitia Einoth s'est vu attribuer le prix de la meilleure interprétation féminine pour son rôle dans le film «Fadhma N'soumer» de Belkacem Hadjadj où elle incarne le rôle principale.

A. S./APS

En tournée nationale à partir de demain

«L'odyssée de Fulay, chants berbères antiques» de Cheikh Sidi Bémol

«L'odyssée de Fulay, chants berbères antiques», un conte musical signé Cheikh Sidi Bémol, sera présenté au public algérien à partir de demain dans le cadre d'une tournée nationale dans cinq wilayas, lit-on sur le site internet officiel de l'artiste. Les fans de Sidi Bémol, habitués à voir leur idole sur scène animant des concerts de musique enflammés, vont assister cette fois-ci à un spectacle au concept nouveau proposé par l'artiste, transformé en... conteur.

«Un conte, douze mélodies. Un récit fantastique rythmé par les chants d'un troubadour accompagné de deux musiciens», c'est ainsi que «L'odyssée de Fulay» est présenté sur le site. Cinq dates, du 9 au 16 avril, sont prévues à Annaba, Constantine, Oran,

Tlemcen et Alger, à l'initiative de l'Institut français d'Algérie (IFA).

Sidi Bémol, de son vrai nom Hocine Boukella, accompagné de Damien et Maxime Fleau (musique et chœurs), présentera son nouveau spectacle, mis en scène par Kén Higelin, le 9 avril à la maison de la Culture d'Annaba, le 10 avril au théâtre régional Mohamed-Tahar-El-Fergani de Constantine, le 12 avril à l'hôtel Le Méridien d'Oran, le 14 avril à l'hôtel Agadir de Tlemcen. Il clôtura sa tournée le 16 avril à Alger à la salle Ibn-Zeydoun de l'Office Ryad El-Feth (Oref). «Dans ce spectacle à mi-chemin entre théâtre et concert, entre chant et conte, Cheikh Sidi Bémol explore l'histoire antique de l'espace berbère et nous invite à

un voyage au cœur des légendes, des mythes présents chez tous les peuples de la Méditerranée», est-il écrit dans la présentation du spectacle.

Inspiré de l'œuvre d'Apulée, célèbre auteur berbère de l'Antiquité, le spectacle «se veut un hymne à l'ouverture d'esprit, à la curiosité et à l'échange, et espère ajouter une petite pierre à l'édifice infini de la lutte contre l'intolérance tout en demeurant une récréation festive tant pour les grands que pour les petits», peut-on encore lire sur le site de l'artiste, auteur du récit et compositeur-arrangeur des musiques. Les chansons sont écrites par Améziane Kezzar.

Khaled B.

Anniversaire

Radio Tissemsilt souffle sa 10^e bougie

La radio régionale de Tissemsilt a soufflé vendredi sa 10^e bougie dans une ambiance marquée par le renforcement de sa mission d'information de proximité, à l'écoute des attentes de ses auditeurs.

Une cérémonie a été organisée à cette occasion, durant

laquelle les équipes de la rédaction et de la direction générale, ainsi que les partenaires de la radio, à l'instar d'un cadre de la direction des affaires religieuses et des waqfs, M'hamed Bennabi, un médecin généraliste de l'établissement public de santé de proximité de Tissemsilt, D'

Mohamed Houche, ont été honorés. Nombre de citoyens de la wilaya de Tissemsilt questionnés par l'APS ont été unanimes quant à la participation «effective» de la radio locale, notamment dans la sensibilisation dans divers domaines intéressant la société, ainsi que les

préoccupations liées au développement local. La directrice de la radio régionale de Tissemsilt, Sonia Cherifi, a indiqué que l'institution a été dotée, l'année écoulée, d'un nouveau système Netia, dans le cadre du programme de la Radio algérienne visant la modernisation et le

développement des radios régionales, ajoutant que ce nouveau système, mis en place par une équipe technique de la Radio nationale, comprend des équipements numériques au niveau du studio de diffusion directe, ainsi que le studio de production, et ce, dans le but d'offrir aux auditeurs un service d'information performant et garantir une bonne qualité dans la présentation des émissions et des programmes radiophoniques.

La même responsable a annoncé que l'institution qu'elle dirige a concocté une grille de programmes conforme aux goûts et aux besoins des auditeurs, à travers des émissions sur le développement local, à l'instar de des communes et le dossier de la semaine et d'autres qui s'intéressent aux aspects de sensibilisation. La radio régionale de Tissemsilt comprend une équipe jeune composée de 6 journalistes et 5 animateurs, ainsi que 4 réalisateurs et 6 techniciens.

R. C.

Racim C.

Etats-Unis

Le pianiste de jazz Cecil Taylor décède à 89 ans

Le pianiste américain Cecil Taylor, figure marquante du free jazz, est décédé à l'âge de 89 ans, a annoncé vendredi son représentant.

«Cecil Taylor est mort jeudi soir», a précisé son représentant légal Adam Wilner, sans indiquer la cause du décès.

Taylor avait surpris la scène musicale en 1956 avec son premier album «Jazz Advance», dans lequel il interprétait des accords ostensiblement discordants tout en fusionnant des rythmes fracassants.

Avec le saxophoniste Ornette Coleman, avec lequel il allait collaborer, Cecil Taylor ouvrit la voie du free jazz, mouvement né à la

fin des années 50 qui a libéré les improvisations des contraintes harmoniques.

«Une partie de ce qu'est cette musique est qu'elle n'est pas précisément délimitée. Elle est magie et capture des esprits», avait dit Taylor au critique de jazz Nat Hentoff.

Contrairement à Coleman, mort en 2015, Taylor était un musicien parfois controversé, certains peinant à se laisser convaincre par ses accords brutaux, presque sauvages.

Le pianiste avait cependant un fan de premier ordre en la personne du président Jimmy Carter, qui l'invita en 1978 se produire à la Maison-Blanche dans le cadre d'un festival de jazz.

Après sa prestation, limitée à cinq minutes, Taylor avait été de manière inattendue approché par Carter. «Je n'ai jamais vu personne jouer du piano de cette façon», lui avait dit Carter en lui serrant les mains.

Cecil Taylor avait suivi une formation classique de piano, encouragé par sa mère, à la fois musicienne et danseuse, mais avait trouvé sa véritable vocation en fréquentant les clubs de jazz de Harlem.

Il enseigna par la suite dans des universités américaines, tandis que ses enregistrements portaient à la conquête de l'Europe et du Japon.



Major League Soccer
Taider expulsé

L'IMPACT MONTRÉAL s'est incliné lourdement dans la nuit de vendredi à samedi sur le terrain de la Nouvelle-Angleterre Révolution (4-0), dans le cadre de la 5^e journée de la Major League Soccer (MLS), alors que le milieu international algérien de la franchise canadienne, Saphir Taider, a été expulsé au bout de 14 minutes. En voulant arracher un ballon au Colombien Luis

Caicedo, Taider a tenté une roulette mais en se retournant son pied droit atterrit sur le tibia de son adversaire qui va se tordre de douleur, un geste qui lui a valu un carton rouge. A l'issue de cette défaite, l'Impact Montréal stagne à la 11^e place de la MLS avec 6 points, loin derrière le leader New York City FC (13 points).

Véron Mosengo Omba
«La Fifa prête à accompagner financièrement la FAF»

LA FÉDÉRATION internationale de football (Fifa) est disposée à accompagner la Fédération algérienne (FAF) dans le développement de la discipline à travers le pays, a annoncé ce vendredi à Alger Véron Mosengo Omba, directeur régional de la Zone Afrique et Caraïbes de la Division des Associations membres de la Fifa. «Tout d'abord, au nom du président de la Fifa Gianni Infantino, je tiens à remercier tout le monde pour l'accueil chaleureux qui m'a été réservé dans ce très beau pays. Concernant

l'objet de ma visite, il s'agit d'une séance de travail avec à l'ordre du jour le programme de développement que compte initier la FAF à travers la construction de centres de formation dans les différentes régions du pays, décentraliser les compétences à travers l'Algérie. La Fifa est prête à accompagner la FAF dans ce projet financièrement et à travers des supports techniques», a affirmé le dirigeant de l'instance internationale lors d'un point de presse tenu au siège de la FAF à Dély-Brahim (Alger).

Championnat amateur (Gr. Est - 26^e J)
Plusieurs blessés après la rencontre
UST-USMAN

DES VIOLENCES entre supporters suivis d'actes de vandalisme ont éclaté à l'issue de la rencontre US Tébessa-USM Annaba (Championnat amateur/Gr. Est - 26^e J) qui s'est tenue vendredi au stade du 4 mars 1954 de Tébessa faisant plusieurs blessés, a-t-on appris auprès de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya. Ces violences

survenues à la fin du match qui s'est terminé par un nul (1-1) ont causé des blessures à plusieurs supporters des deux équipes, a précisé la même source, ajoutant que la salle de basketball du complexe sportif a été brûlée et l'ensemble de ses équipements ont été saccagés. La piscine olympique du complexe a également été endommagée.

Coupe de la CAF/ASEC Mimosas-CRB
Le Chabab veut sa revanche

Le CR Belouizdad aborde aujourd'hui la manche aller des seizièmes de finale bis de la Coupe de la Confédération africaine face à la formation ivoirienne de l'ASEC Mimosas avec un esprit de vengeance.



Le Chabab pour revenir avec un résultat probant

Par Mahfoud M.

En effet, il faut rappeler que les Rouge et Blanc avaient été battus en 2001 par cette même formation ivoirienne sur le score sans appel de (7/0). C'était un vrai naufrage pour la formation de Laâkiba même si certains avancent qu'il y avait dans l'air un règlement de compte entre les joueurs et le coach de cette époque, Benzekri, et les éléments du Chabab avaient donc fait exprès de perdre de cette manière. Pour cette fois-ci, le club qui souffle le chaud et le froid en championnat souhaite

aller loin en compétition africaine, sachant que les poulauds du Marocain Taoussi souhaitait réussir un beau parcours en C2 et pourquoi pas se qualifier en phase des poules. Certes, cette manche aller sera très difficile pour les Rouge et Blanc qui affronteront une équipe décidée à l'emporter pour prendre option avant le match retour, même s'il ne s'agit plus de la même équipe des années 90 et 2000, surtout qu'elle ne se qualifie pas à des tours avancés de cette compétition. Les Belouizdzdis, eux, souhaitent aller le plus loin possible dans cette compétition et pourquoi pas brouiller les cartes

même si ce ne sera pas facile étant donné que les Ivoiriens ne lâcheront pas du lest lors de cette compétition. L'essentiel pour les Rouge et Blanc est d'éviter un naufrage dans cette compétition qui reste très importante pour le club qui renoue avec la compétition africaine après avoir décroché la Coupe d'Algérie la saison dernière qui lui a ouvert la voie pour participer à la Coupe de la Confédération africaine. Le CRB tentera de fermer les espaces devant l'ASEC pour avoir plus de chances de revenir avec un résultat probant avant le match retour.

M. M.

Ligue 2 Mobilis (25^e journée)
Le MOB remporte le derby, le CAB sauvé

Le MO Béjaïa s'est emparé seul de la première place au classement général de la Ligue 2 Mobilis de football, en battant 2-0 son voisin et éternel rival, la JSM Béjaïa, en match derby disputé vendredi pour le compte de la 25^e journée, marquée également par d'importants changements dans le bas du tableau, avec notamment le CA Batna qui abandonne sa dernière place au GC Mascara. L'attaquant Mehdi Kadri a été le grand artisan de l'exploit du MOB, car ayant inscrit les deux buts victorieux aux 22^e et 49^e, et dont le premier a été un véritable chef d'œuvre : un coup franc direct des 25 mètres sous la barre transversale. Un précieux succès qui, outre le prestige de battre la JSMB en «aller et retour» permet aux Crabes de prendre seuls les commandes de la Ligue 2 Mobilis avec 49 points, au moment où leur adversaire du jour recule sur la troisième marche du podium, avec 46 unités. La JSMB se place ainsi juste derrière l'AS Aïn M'lila, qui avait flôlé la défaite à domicile contre l'ASM Oran, avant de se

ressaisir et de l'emporter finalement (2-1). Ce sont en effet les gars de M'dina J'dida qui avaient ouvert le score, par l'intermédiaire de Hadji (32'), avant de se faire renverser par l'équipe locale. D'abord par Sahbi, ayant égalisé sur penalty (34'), puis par Aggoune, qui a offert la victoire à l'ASAM (83'). Les changements les plus significatifs au classement général sont cependant intervenus dans le bas du tableau, où le CA Batna a abandonné sa dernière place au GC Mascara, grâce notamment à sa victoire contre la JSM Skikda (2-1), au moment où le GCM s'est incliné sur le même score chez le RC Kouba, alors qu'il avait terminé le match à dix, suite à l'expulsion de son milieu de terrain Omar Kherbache. Pour sa part, le CRB Aïn Fekroune a raté une très bonne occasion de s'extirper de la zone rouge en recevant un autre mal-classé, le MC El Eulma, qui l'a finalement tenu en échec (2-2). Le CRBAF peut néanmoins s'estimer heureux d'avoir sauvé les meubles, car le scénario aurait pu être bien pire si l'ex-attaquant de l'ES

Sétif Abdelmalek Ziaya avait réussi à transformer son penalty dans le dernier quart d'heure de la rencontre, car dans ce cas, ce serait le MCEE qui l'aurait probablement emporté. Un résultat qui aurait propulsé le club eumli hors de la zone de turbulences, au détriment des «Tortues», qui à l'inverse se seraient retrouvées dans une position beaucoup plus inconfortable. Le coup d'éclat de la journée est à mettre à l'actif du WA Tlemcen, qui a atomisé le CA Bordj Bou Arréridj (5-1), grâce notamment à Bellatrèche, auteur d'un doublé (23' et 52' sp), et surtout El Habiri, qui lui s'était offert un triplé aux (43', 74' et 87' sp). Côté Criquets, c'est l'ancien Canari Ahmed Massaâdia qui a sauvé l'honneur à la 55'. Autre bonne affai-

re de la journée, celle de l'ASO Chlef, qui s'est hissé au pied du podium, avec 43 points, après sa courte mais précieuse victoire contre le MC Saïda (1-0). Un but signé Mustapha Mellika, pile à l'heure de jeu. A Batna, les choses avaient très bien commencé par la JSM Skikda, ayant ouvert le score par Khazri (10'), avant de se faire renverser (2-1), sur des buts de Mahiouz (34' sp) et Mebarki (83'), alors que les visiteurs jouaient à dix depuis la fin de la première mi-temps, suite à l'expulsion du

défenseur Mohamed Kanèche. A Relizane aussi c'étaient les visiteurs qui avaient commencé par ouvrir le score, grâce à Baâli (28'), mais les locaux ont réussi à arracher l'égalisation par Nemdil (38'). Un score de parité qui n'engendre pratiquement aucun changement au classement général, puisque le RCR reste 7^e, avec 36 points, suivi de l'Amel Boussaâda, qui pointe à la 9^e place, ex aequo avec l'ASM Oran, avec 31 points.

Résultats et classement :

CRBAF - MCEE	2-2
RCR-ABS	1-1
WAT- CABBA	5-1
RCK-GCM	2-1
JSMB -MOB	0-2
ASAM -ASMO	2-1
ASO - MCS	1-0
CAB-JSMS	2-1

Pts	J	
1). MO Béjaïa	49	25
2). AS Aïn M'lila	48	25
3). JSM Béjaïa	46	25
4). ASO Chlef	43	25
5). CABB Arréridj	41	25
6). JSM Skikda	39	25
7). RC Relizane	36	25
8). MC Saïda	33	25
9). ASM Oran	31	25
-). Amel Boussaâda	31	25
11). WA Tlemcen	30	25
12). RC Kouba	29	25
13). MC El Eulma	25	25
-). CA Batna	25	25
15). CRB Aïn Fekroune	23	25
16). GC Mascara	22	25

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Lutte contre la criminalité

Plus de 200 personnes sous les verrous

L'ÉTAU se resserre sur les réseaux criminels qui menacent la sécurité des citoyens et de leurs biens. La Sûreté d'Alger a effectué des descentes dans différents quartiers, notamment les points noirs et repaires, lesquelles ont permis l'arrestation de plus de 238 individus impliqués dans différents crimes. Les forces de police relevant des Sûretés de wilaya d'Alger, de Constantine et de Ouargla, ont effectué des descentes ciblant notamment les points noirs et les lieux suspects, lesquelles se sont soldées par l'arrestation de 238 individus impliqués dans différents crimes et la saisie d'une quantité de kif traité et de 1 978 comprimés psychotropes, d'armes blanches de différents types et calibres utilisées dans des agressions contre les citoyens, précise le communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

La même source fait état, par ailleurs, de différentes affaires traitées dans un nombre de wilayas et qui se sont soldées par l'arrestation dans la ville d'El Abiodh Sidi Cheikh, dans la wilaya d'El Bayadh, d'un septuagénaire qui s'adonnait à la pratique de la sorcellerie. Dans la wilaya de Constantine, les services de sûreté ont mis fin aux agissements d'un réseau criminel composé de 3 individus spécialisés dans le vol sous la menace et qui étaient en possession de 6 armes blanches. Les suspects ont été présentés devant les juridictions spécialisées. Dans la wilaya de Ouargla, 3 individus impliqués dans une affaire de trafic de drogue ont été arrêtés et 773 grammes de cannabis saisis.

7 kg de cannabis traité saisis à Sidi Bel-Abbès et Tlemcen

Plus de 7 kg de cannabis traité ont été saisis lors d'opérations de police menées dans les wilayas de Sidi Bel-Abbès, Tlemcen et Ouargla, ainsi qu'une quantité de psychotropes dans la wilaya d'Alger, selon un autre communiqué de la DGSN.

Dans la wilaya de Tlemcen, 3,4 kg de cannabis traité ont été saisis et un individu a été arrêté par les forces de police judiciaire relevant de la Sûreté de wilaya, à la suite d'une information faisant état d'un individu suspect qui s'adonne au trafic de drogue au niveau de son domicile dans la localité de Maghnia, précise la même source. A Sidi Bel-Abbès, un mandat de perquisition au domicile d'un individu suspect au centre-ville s'est soldé par son interpellation et la récupération de 3 kg de cannabis traité, ajoute le communiqué. Par ailleurs et dans le cadre de l'appui à l'action de sensibilisation initiée par la DGSN envers les différentes franges de la société, la police de la wilaya de Djelfa a organisé, en collaboration avec l'Association nationale du Touring club d'Algérie (TCA), l'Association nationale de sécurité routière, ainsi qu'avec la direction de la Protection civile, une campagne de sensibilisation sur la prévention des accidents de la circulation au profit des usagers de la route, lit-on dans le communiqué de la DGSN.

Louiza Ait Ramdane

Championnat d'Algérie de semi-marathon

Près de 450 participants à Tipasa

PRÈS de 450 coureurs (filles et garçons) représentant 29 wilayas du pays ont pris part, hier à Tipasa, au départ du Championnat d'Algérie de semi-marathon Abdelmadjid-Mada. Ouverte symboliquement par l'ancien champion du monde et olympique Noureddine Morceli, cette édition 2018 a enregistré la participation «record» de 46 clubs d'athlétisme, selon les organisateurs qui ont également signalé une participation «considérable» de coureuses, au nombre de 47, dont 38 en catégorie seniors, est-il précisé.

Ce semi-marathon a été couru sur un parcours touris-

tique de 21 km du littoral de la wilaya, en partant de la ville de Bouharoune, puis Ain Tagouraitte, jusqu'au point d'arrivée fixé à la salle omnisports du centre-ville de Tipasa, sous les applaudissements des citoyens, sortis nombreux pour encourager les coureurs en cette belle journée printanière. La compétition, organisée par la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) en collaboration avec la Ligue d'athlétisme de la wilaya, est inscrite au titre du programme annuel de la FAA pour l'actuelle saison sportive visant la promotion de cette discipline.

Racim S.

Escalade verbale entre l'Algérie et le Maroc



Loumis

Djalou@hotmail.com

Le ministre de l'Habitat l'a annoncé

Distribution de 27 000 logements durant les trois mois à venir

■ L'AADL procédera à la remise de 50 000 certificats de pré-affectation aux souscripteurs de 2013, à travers 26 wilayas dont 10 000 certificats à Alger.

Par Yanis F.

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a indiqué, hier à Alger, où il a présidé une cérémonie de distribution de 2 012 logements au profit des souscripteurs du programme

AADL 1, que 27 000 unités de logement seront distribuées progressivement au niveau de 19 wilayas. Ce quota, dont 4 500 unités à Alger, est en phase d'aménagement extérieur, a précisé M. Temmar. Dans ce cadre, le ministre a fait savoir que plus de 52 000 unités de logement

qui connaissent des travaux d'aménagement seront distribuées progressivement. L'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL), poursuit le ministre, procédera à la remise de 50 000 certificats de pré-affectation aux souscripteurs de 2013, à travers 26 wilayas dont 10 000 certificats à Alger, ajoutant que le premier quota sera distribué fin avril en cours. Soulignant que 30% des souscripteurs au programme AADL 2 (2013) sont des jeunes, M. Temmar a mis en avant les efforts de son secteur en vue d'aider cette catégorie à bénéficier du logement. S'agissant des équipements publics aux sites AADL, 156 établissements éducatifs (primaire-moyen-secondaire) ont été programmés à Alger.

Y. F./APS

La route qui tue

7 morts et 18 blessés en 48 heures

SEPT personnes ont trouvé la mort et 18 autres ont été blessées, dans 9 accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 heures sur le territoire national, indiquent hier les services de la Protection civile dans un communiqué. Par ailleurs et durant la même période, 3 personnes ont perdu la vie, asphyxiées par l'inhalation de monoxyde de carbone émanant

de chauffe-bains, à l'intérieur de leurs domiciles, dans les wilayas de Tiaret et de Tlemcen. Des soins de première urgence ont, en outre, été prodigués à 18 autres personnes, incommodées par le même gaz toxique émanant d'appareils de chauffage, à l'intérieur de leurs domiciles, dans des wilayas du Centre et de l'Ouest du pays.

O. N.

Skikda

Destruction de 2 abris pour terroristes

DEUX abris pour terroristes ont été détruits vendredi par des détachements de l'Armée nationale populaire lors d'une opération de fouille et de ratissage menée à Skikda, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de fouille et de ratissage menée à Skikda, des détachements de l'ANP ont découvert et détruit, le 6 avril 2018, deux abris pour terroristes contenant, deux bombes de confection artisanales, des vivres et divers objets», précise la même sour-

ce. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, le 7 avril 2018 à Béchar, un narcotraffiquant, saisi 52 kilogrammes de kif traité et un véhicule. A Ain Guezzam, des détachements de l'ANP ont arrêté 4 personnes et saisi 6 groupes électrogènes, 9 détecteurs de métaux, un GPS, un téléphone satellitaire et 200 grammes de TNT, tandis que 2 personnes ont été arrêtées à Laghouat et 1 080 unités de boissons saisies.

Hamid K.